

# COMMUNIQUÉ DES PERSONNELS MOBILISÉ.E.S DU LYCÉE OLYMPE DE GOUGES (NOISY-LE-SEC)

Jeudi 30 janvier, les élèves du lycée Olympe de Gougues ont bloqué l'entrée de l'établissement en protestation contre la réforme du lycée et en particulier contre les E3C, qui doivent se tenir la semaine prochaine, jeudi 6 et vendredi 7 février. Aucun élève n'a pu entrer dans l'établissement et les cours ont été annulés pour la journée.

Cette action s'inscrit dans un contexte où – sur tout le territoire – enseignant·e·s et lycéen·ne·s se mobilisent contre la tenue des E3C. La mobilisation dans de nombreux établissements a permis l'annulation et le report des épreuves. Dans d'autres, les épreuves ont été maintenues dans des conditions inacceptables.

Nous avons été reçu·e·s avec quatre élèves en délégation par la direction de l'établissement. Lors de cette rencontre, les élèves ont exprimé :

- leurs difficultés face à des emplois lourds qui les fatiguent et ne leur laissent pas assez de temps pour réviser
- les programmes trop chargés associés à un volume horaire trop faible dans certaines matières
- les inégalités entre élèves d'une même « classe » qui suivent des enseignements de spécialité différents : elles conduisent à désavantager, en tronc commun, ceux qui ne bénéficient pas d'une spécialité du même champ disciplinaire
- leur anxiété face à l'évaluation permanente induite par le contrôle continu et accentuée par les E3C
- leur sentiment d'impréparation face aux épreuves qui arrivent
- leur inquiétude quant à la dévalorisation de leur baccalauréat en raison de son caractère local.

Nous, enseignant·e·s mobilisé·e·s du lycée Olympe de Gougues, qui avons exprimé par un communiqué récent notre demande que les épreuves soient annulées, en raison de leur caractère inégalitaire et de leur organisation chaotique, tenons à exprimer notre soutien aux revendications et actions des élèves.

Nous déplorons l'enchaînement des évènements, d'intensité croissante au fur et à mesure du blocus. Nous déplorons que cette escalade dans la gravité n'ait pas été enrayée par un ordre plus précoce de fermeture administrative de l'établissement. La poursuite d'une situation à très haute tension a fait courir un risque grave aux élèves comme aux adultes présent·e·s aux abords de l'établissement.

Nous tenons à souligner que ce sont les enseignant·e·s présent·e·s devant l'établissement lors du blocus qui ont dû veiller à la sécurité des élèves en les éloignant du feu et en régulant le trafic routier.